



**Péresse: des tuteurs pour les étudiants en licence.**  
PAGE 9



**Panafieu: son programme pour battre Delanoë à Paris.**  
PAGE 8



**Zhu Xiao-mei: la pianiste virtuose rescapée des camps de Mao.**  
► LE FIGARO ET VOUS, PAGE 26

# LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



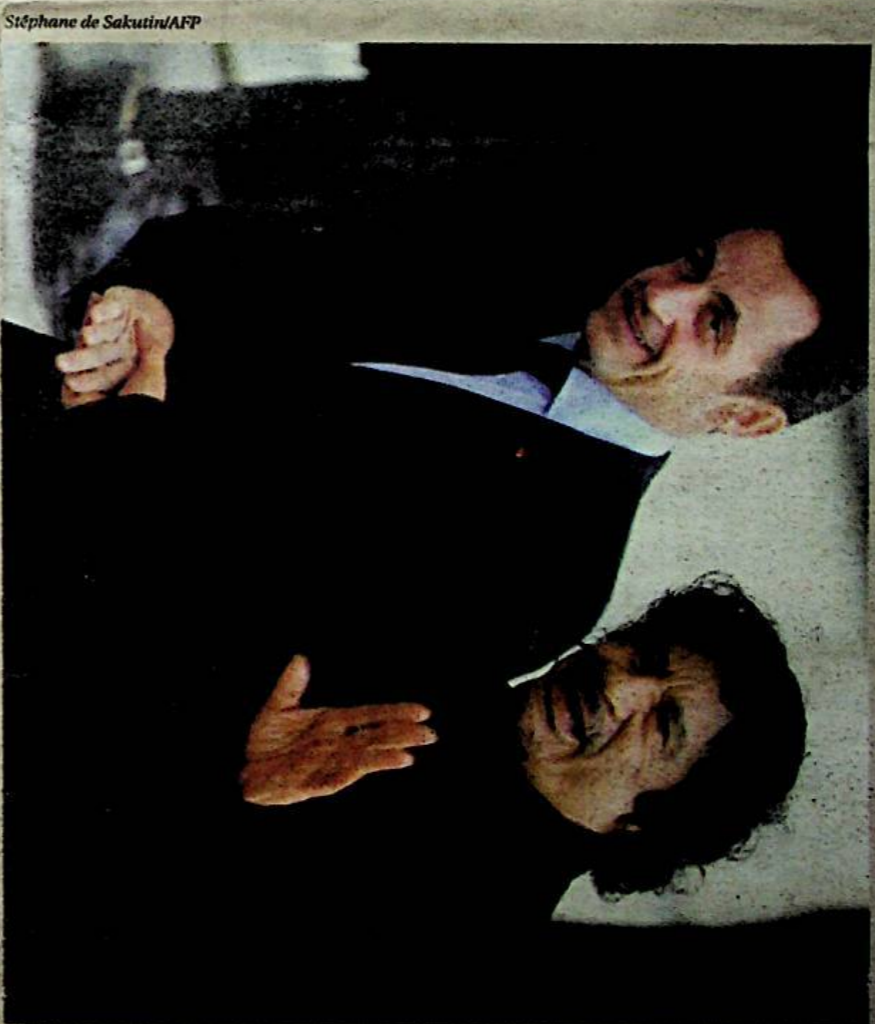
Notre supplément  
Le Figaro Littéraire  
**Beaux livres : le choix des écrivains**

## Comment l'État va réduire son train de vie

Nicolas Sarkozy a présenté hier quatre-vingt-sept mesures pour alléger les dépenses publiques et faciliter la vie des Français.

- Les services du premier ministre seront revus à la baisse.
- Moins de paperasserie administrative pour les entreprises.
- Un guichet unique en mairie pour la délivrance des passeports, des cartes d'identité et des permis de conduire.
- L'État propriétaire et gestionnaire exclusif du patrimoine immobilier de ses administrations.
- Un service de paie unique pour les 2,5 millions de fonctionnaires de l'État.
- Multiplication des radars en lieu et place des forces de l'ordre.

Page 6, 7, et notre éditorial page 15



Stéphane de Sakutin/AFP

**Sarkozy et Kadhafi au-dessus des polémiques**

Après avoir rencontré le patronat et s'être offert une balade en bateau-mouche sur la Seine, le Guide libyen a été reçu à l'Élysée pour un second et dernier entretien avec Nicolas Sarkozy, avant de quitter samedi

la France. La question des droits de l'homme n'a pas été abordée, parce qu'elle « n'était pas à l'ordre du jour » en dépit de la vive polémique suscitée par les honneurs accordés au président libyen. **Page 3**

## Un attentat frappe l'armée libanaise à Beyrouth

LE GÉNÉRAL libanais el-Hajj, futur patron de l'armée, a été tué hier dans l'explosion d'une voiture piégée, qui a fait deux

autres morts et huit blessés. Agé de 54 ans, l'officier était pressenti pour succéder à Michel Sleimane, désigné comme le



**Perpétuité requise contre Yvan Colonna**

CEST EN PRINCIPÉ des aujourd'hui qu'Yvan Colonna sera fixé sur son sort. Après les dernières plaidoiries de la défense, la cour d'assises spéciale de Paris rendra son verdict, très attendu sur un dossier aussi sensible. Hier, le ministère public a requis la peine maximale – la perpétuité assortie de 22 ans de sûreté – contre l'assassin présumé du préfet Érignac. **Page 10**

**L'Algérie traumatisée par les attaques d'al-Qaida**

ALGÉRIE. Le double attentat d'Alger – qui a tué avant-hier 67 personnes, selon des sources hospitalières, et 31, selon un bilan officiel – a réveillé les craintes d'un retour à la violence des années 1990. En frappant dans la capitale algérienne, al-Qaida a affirmé dans un communiqué vouloir punir les « esclaves de l'Amérique et de la France ». **Pages 4 et 15**

**Pas de hausse de tarifs pour les médecins**

ASSURANCE-MALADIE. Les médecins libéraux ont permis à la « Sécu » d'économiser 367 millions d'euros en 2007 en modérant leurs prescriptions. Mais ils s'étaient engagés à atteindre 623 millions. Conséquence : les généralistes devront patienter bien au-delà du 1<sup>er</sup> juin 2008 pour voir le prix de leur consultation passer de 22 à 23 euros. **ÉCONOMIE Page 19**

**Pirelli déploie ses charmes pour séduire la Chine**



CALENDRIER. Le célèbre éphéméride du géant des pneumatiques fête cette année la beauté chinoise. **Page 16**

**Le Canada, nouvel eldorado pétrolier**

ÉNERGIE. Une nouvelle technique utilisant des bactéries pourrait permettre d'extraire une plus grande partie des immenses ressources pétrolières du Canada et du Venezuela, qui se présentent sous la forme de sables bitumineux ou d'huiles extra-lourdes. Ces réserves américaines, difficilement exploitables, pourraient dépasser celles de l'Arabie saoudite. **Page 11**

### RENDEZ-VOUS

Le sommaire complet  
Le carnet du jour  
Toute l'actualité en direct sur [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr)

Page 38  
Page 13

### DÉBATS ET OPINIONS

L'éditorial de Nicolas Barré  
La réforme de l'État, enfin !  
Le billet de Michel Schifres  
La chronique de Stéphane Denis  
Bruits de palmes au gouvernement

Page 15  
Page 15  
Page 15  
Page 15



T 00108 -1213 - F 1,20 €  
A63:1600A, A63:130€ BEL:1,40€ DOM:2,00€  
CH:2,00€ FR:CM:1,50€ GR:0,20€ H:2,20€  
ESP:2,00€ GB:1,40€ IR:2,00€ ITL:2,10€  
ITA:2,00€ LUX:1,40€ NL:2,00€ H:56564F, ROM:  
COM:2,00€ SVN:2,00€ M:1,50€ TUN:1,00DTU,  
USA:3,75€ ZONE CFA:1,400CFA, ISSN 0182-8282

HOW FAR WOULD YOU GO FOR LOVE

Cartier

01 57 45 70 08

# Sarkozy accompagne Kadhafi sur la voie de la respectabilité

**DIPLOMATIE**  
Le président de la République défend sa conception du dialogue tous azimuts.

VERS 16 h 30, le colonel Kadhafi est arrivé à l'Élysée, dans sa limousine blanche, après une promenade en bateau-mouche sur la Seine. C'est son second entretien avec Nicolas Sarkozy depuis son arrivée en France, lundi. Les deux hommes n'ont pas parlé des droits de l'homme, « parce qu'ils n'étaient pas à l'ordre du jour », a précisé l'entourage du président de la République.

En revanche, Nicolas Sarkozy « a recommandé vivement au Guide de la révolution libyenne de condamner les attentats d'Alger », a souligné l'Élysée. Pour Nicolas Sarkozy, ce serait un « geste important » de la part de l'un des dirigeants arabes les plus en pointe contre l'islamisme. Les deux hommes ont en revanche abordé le projet d'Union méditerranéenne, cher à Nicolas Sarkozy. Et le Guide a assuré qu'il soutenait ce projet, affirme-t-on à l'Élysée, et qu'il serait présent lors de la réunion préparatoire prévue à la mi-2008.

## Bernard Kouchner condamne les propos du dirigeant libyen, mais justifie sa visite

■ Souffler le chaud et le froid, critiquer mais pas trop. Après la sortie tonitruante de Rama Yade, c'est son ministre de tutelle, Bernard Kouchner, qui a verbalement critiqué, hier, les propos du leader libyen sur les droits de l'homme et le terrorisme. Le ministre des Affaires étrangères, qui avait « séché », lundi, le dîner officiel donné en l'honneur de Mouammar Kadhafi, a pourtant jus-

Ce deuxième entretien, qui était aussi le dernier avant le départ du colonel Kadhafi, samedi, se déroulait dans un contexte de vive polémique, alimentée par l'opposition, mais aussi par les critiques de deux ministres, Rama Yade, et, hier, Bernard Kouchner (*lire ci-dessous*). Mais, dès mardi matin, lors du petit déjeuner de la majorité, qui se tenait à l'Élysée, Nicolas Sarkozy se félicitait de son choix d'accueillir le Guide libyen. « J'enoue des signaux à la rue arabe », s'est-il félicité devant les responsables de la majorité.

« Sensibilités différentes »  
« On ne peut pas m'accuser d'être l'ami de Bush et de tous les ennemis de Bush », a-t-il martelé devant les responsables de la majorité, semblant oublier que la Libye collabore désormais largement avec les États-Unis. « Je m'engage effectivement dans la bataille des contrats », a-t-il aussi reconnu, estimant n'avoir aucune leçon à recevoir de la part des détracteurs des droits de l'homme. Hier, lors du Conseil des ministres, Nicolas Sarkozy est revenu sur la polémique, jugeant que les désac-

cords de tel ou tel ministre faisaient partie de « l'expression normale de sensibilités différentes à l'intérieur du gouvernement ».

Dans un entretien accordé cette semaine au *Nouvel Observateur*, Nicolas Sarkozy rappelle que plusieurs chefs d'État s'étaient rendus à Tripoli, alors que les infirmières bulgares étaient encore en détention. Il souligne qu'il n'a accepté de s'y rendre « qu'au lendemain de la libération des infirmières ». Il cite également Guillaume DENOIX de Saint-Marc, président de l'association des familles des victimes de l'aviation d'UTA, qui a déclaré récemment que cette visite était « douloureuse, mais nécessaire ». Nécessaire, selon le chef de l'État, afin d'accompagner ceux qui font « le chemin vers la respectabilité ». Et il s'étonne : « celui que l'on prétendait récemment comme l'homme du lobby, j'aurais deviné tout à coup l'homme de Kadhafi! ».

Nicolas Sarkozy entend d'ailleurs faire de cette apologie du dialogue tous azimuts une méthode de sa diplomatie, que ce soit à propos de l'Iran, de la Syrie, la Chine, ou du dialogue avec les Farc, dans la forêt colombienne, pour obtenir la libé-

tion d'Ingrid Betancourt. Il assure ainsi au *Nouvel Obs* que cela vaut mieux que les indignations germanoprudes depuis le « café de Flore ». Vis-à-vis de l'Iran, le Président entend démontrer qu'il est ouvert au dialogue. Reconnaisant que « le danger d'une guerre existe », il se dit aussi : « prêt à venir à Téhéran et à examiner une collaboration sur le nucléaire civil » pourvu que le régime des mollahs accepte les contrôles de l'AIEA, l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Cette défense du dialogue vaut aussi à propos de Vladimir Poutine. Le chef de l'État ne regrette pas d'avoir été l'un des premiers à l'appeler pour le féliciter de son élection, dans des conditions pourtant contestées. Son conseiller spécial, Henri Guaino, résume ainsi les choses : « La meilleure façon pour la France de servir les valeurs qui sont les siennes, ce n'est pas de partir en croisade contre la moitié du monde. Nicolas Sarkozy n'est pas non plus le président d'une ONG! ».

**Notre dossier spécial Kadhafi**  
www.lefigaro.fr



Nicolas Sarkozy, qui s'est entretenu hier pour la deuxième fois avec Mouammar Kadhafi, s'est félicité d'envoyer « des signaux à la rue arabe » en accueillant le Guide libyen. François Morel/AP

## Le Guide veut des lois pour empêcher l'interférence du politique dans les affaires

Après avoir rencontré le patron et avant de s'adresser à un groupe de femmes, l'ancien révolutionnaire s'est offert une balade sur la Seine.

MOUAMMAR KADHAFI voulait se promener sur la Seine. Les Parisiens s'en sont aperçus. En début d'après-midi, tous les ponts situés sur son trajet ont été bloqués par des CRS, le temps de laisser passer le navire. Les passants ont pu voir plusieurs femmes en uniforme kaki sur le pont du navire.

Victime de plusieurs tentatives d'attentats, le Guide libyen est un obsédé de la sécurité. Cette mini-croisière a représenté un moment de répit au milieu d'un voyage controversé. Le dirigeant libyen devait revoir ensuite Nicolas Sarkozy. Ce deuxième entretien intervenait au lendemain d'une interview à France 2, dans laquelle

Mouammar Kadhafi avait brutalement démenti le président français, en assurant que ce dernier ne lui avait jamais parlé de droits de l'homme. Les propres déclarations du dirigeant libyen sur cette question ont, elles, continué de susciter les réactions dans l'opposition comme dans la majorité. Le président du groupe UMP à l'Assemblée, Jean-François Copé, s'est déclaré « profondément choqué » par les propos de Kadhafi devant une assemblée d'Africains à l'Unesco, mardi soir. Le Guide avait interpellé l'Occident : « avant de parler de droits de l'homme, il faut vérifier si ces droits sont accordés aux immigrés ».

Hier, après sa promenade en bateau, c'est à l'hôtel Ritz que le colonel Kadhafi a rencontré 80 patrons français, à l'initiative du Medef. Pour inciter les entreprises françaises à investir dans son pays, il a présenté la Libye comme « une

mer de pétrole et un réservoir de gaz qui jouit de la stabilité politique ». De grandes entreprises françaises sont déjà présentes en Libye, comme BNP Paribas, Vinci ou Alcatel.

Les sensibilités sont énormes dans un pays riche, en plein décollage économique depuis la fin de l'embargo des Nations unies en

## Royal met en doute la réalité des contrats signés

■ Les protestations contre la présence en France du dictateur libyen, Mouammar Kadhafi, ne faiblissent pas. « Le calvaire continue », a déclaré hier Pierre Moscovici. Pour Arnaud Montebourg, « cette visite tourne à la farce tragique ». « S'humilier devant Kadhafi, cautionner l'usage du terrorisme, du système de tortures et de disparitions n'est pas digne de

2003. Kadhafi a visiblement gardé un souvenir cuisant de cette période, pendant laquelle la Libye était isolée du monde. Il en a conçu une idée pour éviter que le malheur ne se reproduise : promulguer dans les pays occidentaux des lois qui empêchent que cela recommence. Une vision qui

la France », s'est indignée Ségolène Royal en mettant en doute le montant des contrats signés : « Qu'y a-t-il de réel dans les 10 milliards de contrats annoncés bruyamment pour étouffer le débat sur les droits de l'homme », Bertrand Delanoë a dénoncé le « cynisme » de la politique étrangère française.

N. B.

en dit long sur le chemin parcouru par l'ex-révolutionnaire.

« Au final, ce sont les entreprises qui perdent »  
« Il faut que les hommes d'affaires et les entreprises qui incarnent l'économie du pays soient représentés au Parlement afin de promouvoir des lois qui garantissent la pérennité des relations économiques et les mettent à l'abri des crises politiques », a-t-il expliqué aux patrons. Le Guide de la révolution regrette d'autant plus cette interférence du politique qu'il estime avoir lui-même « cassé », dans les années 1970, un « embargo » apparemment virtuel qui aurait selon lui frappé le Mirage F-1, à cause de la guerre israélo-arabe de 1967. La Libye avait alors acheté cet avion de combat à la France.

Pour le Guide libyen, « les crises politiques sont cycliques et les gouvernements peuvent s'opposer »

mais « au final ce sont les entreprises qui perdent ». Kadhafi a fait l'éloge des entreprises françaises présentes en Libye, qui « ne se sont pas rendues coupables de corruption ». Une question, a-t-il insisté, sur laquelle les autorités libyennes sont « extrêmement sensibles ».

Mouammar Kadhafi devait en fin d'après-midi s'adresser à un groupe de femmes, invitées dans une salle de réception proche des Champs-Élysées. Mais hier soir, c'est l'affaire des infirmières bulgares qui rattrapait le dirigeant libyen. Me François Cantier, président d'Avocats sans frontières France, a affirmé avoir déposé une plainte avec constitution de partie civile contre Kadhafi à la demande d'Achraf Hajouj, le médecin palestinien naturalisé bulgare détenu en Libye pendant huit ans avec cinq infirmières bulgares et torturé.

PIERRE PERIER

# GUCCI

JOAILLERIE



HORSEBIT COLLECTION. COLLECTION MORS DE CHEVAL

bagues en or blanc, 18 carats, diamants, topaze bleu ou améthyste pourpre

gucci.com